

## LA LEX IVLIA DE ADVLTERIS COERCENDIS

PAR

M. ANDRÉEV (Sofia)

### I

1. Les richesses énormes que les maîtres d'esclaves romains avaient amassées grâce aux guerres de conquête victorieuses et surtout à l'exploitation impitoyable des esclaves aboutissent, pendant les derniers siècles de la République, à un faste et un luxe exagérés. Sur les lieux où les anciens cultivateurs latins avaient semé et moissonné commencent à s'élever les *villae* luxueuses des notables romains, dont quelques-unes avaient la superficie d'une ville de moyenne grandeur, avec leurs jardins et aqueducs, leurs viviers pour l'élevage de poissons de mer et d'eau douce, leurs installations pour l'élevage de lapins, de cerfs, de chèvres, de sangliers, de lièvres, de faisans, de paons et d'autres oiseaux<sup>1</sup>. Les habitations de ces maîtres d'esclaves enrichis se distinguaient sensiblement des modestes maisons des anciens habitants de Rome, tant par leurs dimensions que par leur construction et leur ameublement. L'*atrium*, dans lequel était concentrée primitivement toute la vie domestique des anciens Romains, devient insuffisant pour la vie luxueuse des maîtres enrichis de la région méditerranéenne. On exécute toute une série de constructions complémentaires dans le voisinage immédiat de l'habitation principale, ou collées à elle, qui servent de chambres à coucher, de cuisines, de salles à manger. On commence à construire des maisons à deux étages qui servent, soit à satisfaire les besoins croissants des propriétaires, soit à être louées. Le luxe de ces constructions augmente parallèlement à l'augmentation de leurs dimensions. En 62 avant notre ère, Cicéron paya pour l'achat de sa maison la somme de 3 500 000 sesterces. La demeure de Crassus fut estimée à 6 000 000 de sesterces. Catulle et Achillée ont eu des habitations encore plus chères<sup>2</sup>.

Naturellement la vie de ces maîtres d'esclaves enrichis diffère de la vie simple et naturelle de leurs ancêtres cultivateurs, autant que les modestes demeures de

<sup>1</sup> V. Mommsen, *Histoire romaine*, tr. De Guerle, t. VII, p. 233.

<sup>2</sup> V. Marquardt, *La vie privée des Romains*, t. I, tr. Henry, Paris, 1892, p. 257–260; Cuq, *Manuel des institutions juridiques des Romains*, Paris, 1928, p. 478; Carcopino, *La vita quotidiana a Roma all'apogeo dell'Impero*, Bari, 1947, p. 52 et suiv.

ces derniers se sont différenciées des édifices luxueux de Cicéron, de Crassus et de Catulle. Le luxe pénètre dans tous les domaines de la vie romaine. Le luxe des riches festins des Romains est devenu proverbial. Chaque maître d'esclaves a un cuisinier-spécialiste qui est ordinairement le mieux payé des esclaves et qui a tout un groupe d'aides à sa disposition. L'art culinaire à Rome atteint un niveau très élevé. Les mets préférés, servis au cours des repas somptueux, sont les poissons de mer bien préparés et les huîtres. Les vins des îles de Lesbos et de Chios font partie intégrante de tous les festins<sup>1</sup>. Naturellement, des festins si abondants et si recherchés exigent une installation appropriée. On donne ces grands repas non seulement dans des salles luxueuses spécialement destinées à cet effet, mais aussi, en plein air, dans des parcs, dans des vergers. Une foule d'esclaves assure le service à ces festins.

Les riches Romains dépensaient des sommes énormes en festins et il n'est pas étonnant que les mets nombreux et savoureux servis les aient amené à des excès regrettables. La préparation de la nourriture se transforme en art culinaire. Différents moyens de provoquer les vomissements sont largement répandus à la suite des excès de table<sup>2</sup>.

Le luxe des toilettes n'était pas moindre. Pour l'habillement des femmes surtout se répand largement l'emploi des fins tissus de soie qui, au dire des écrivains de l'époque, déshabillaient les femmes sous prétexte de les habiller<sup>3</sup>.

Des esclaves spécialisés s'occupaient de la toilette de leurs maîtres et de leurs maîtresses (*ornatores, ornatrices, tonsores*). Il est intéressant de remarquer le fait qu'ordinairement, pour procéder à la toilette de leurs maîtres, les esclaves étaient nus jusqu'à la ceinture, afin qu'à la moindre faute ou à la moindre inattention, ils pussent être frappés ou piqués.<sup>4</sup>

Le goût des maîtres romains enrichis pour le faste et le luxe se remarque également dans leur tenue au dehors. Quand le Romain, maître d'esclaves, sort de sa maison, il est toujours accompagné de tout un groupe d'esclaves (*pedisequi*) ou porté en chaise à porteurs par des esclaves spéciaux (*lecticarii*). Pour *lecticarii*, on choisissait ordinairement les plus forts et les plus sveltes des esclaves.

2. Ce faste et ce luxe, cette vie futile et efféminée que menaient les riches Romains maîtres d'esclaves, les excès de table (nourritures et boissons) amènent un grand relâchement des mœurs, une vaste propagation et une grande augmentation de la débauche dans les hautes couches de la société romaine.

Le riche propriétaire d'esclaves peut agir comme bon lui semble avec ses esclaves des deux sexes et nous pouvons facilement nous imaginer à quelles pénibles épreuves ont été soumis ces esclaves qui étaient obligés de satisfaire toutes les passions et les caprices de leur maître. Sous ce rapport, la remarque de Sénèque disant que le vice est un crime pour celui qui est libre et une nécessité pour l'esclave, est particulièrement éloquente:

... *impudicitia in ingenuo crimen est, in seruo necessitas* (Sen., *Contr.*, IV, 10).

Ces rapports envers les esclaves ont atteint sérieusement et, dans certains cas, ont anéanti complètement tous les principes de morale concernant les rapports familiaux esclavagistes. Une illustration éclatante de la décadence de la classe des

<sup>1</sup> V. Mommsen, *Histoire romaine*, t. VII, p. 242.

<sup>2</sup> V. Mommsen, *ouv. c.*, p. 243; Marquardt, *ouv. c.*, p. 386.

<sup>3</sup> V. Ferrero, *Grandeur et décadence de Rome*, tr. Mengin, t. V, Paris, 1908, p. 246.

<sup>4</sup> Marquardt, *ouv. c.*, p. 214 rem. 9.

riches propriétaires d'esclaves est le procès qui eut lieu à Rome contre Aulus Cluentius Auitus au cours duquel Cicéron, en tant que défenseur de l'accusé, a prononcé une de ses plaidoiries les plus brillantes.

Dans ce procès, le véritable accusateur de Cluentius était sa propre mère Sassia, qui avait marié une de ses filles, demi-sœur de l'accusé, avec le fils de son troisième mari, à condition que son gendre soulevât une accusation contre son propre fils, comme quoi ce dernier — son fils Cluentius — aurait empoisonné son troisième mari.

Pour annuler l'accusation de Sassia et pour sauver son client, Cicéron dut révéler au tribunal toute la vic de débauche de celle-ci. C'est par la plaidoirie de Cicéron que nous apprenons que Sassia a été mariée trois fois. Son premier mari était Cluentius, père de l'inculpé. Le deuxième mari de Sassia fut Aurius Melinus, son gendre, qu'elle enleva à sa propre fille pour l'épouser.

Mais, la passion vicieuse de Sassia envers Aurius Melinus ne l'empêcha pas, quand ce dernier fut tué au cours des guerres civiles, de se remarier avec son assassin. Bien qu'elle sût que son deuxième mari avait péri de la main d'Oppiniacus (partisan de Sylla), Sassia ne repoussa pas sa demande en mariage.

C'est avec raison que Cicéron dit à ce propos:

*Utrum impudentior hic qui postulet, an crudelior illa, si nubat, difficile dictu est* (Cic., *Pro Cluentio*, 9).

En vérité, il est difficile de dire si l'impudence de celui qui fait la proposition dépasse la cruauté de celle qui l'accepte. Les conditions que Sassia avait posées pour la conclusion de ce mariage parachèvent le portrait moral de cette créature monstrueuse.

Sassia — continue Cicéron — ne s'étonne pas de la hardiesse d'Oppiniacus, elle ne repousse pas son impudence, elle n'est pas horrifiée par sa demeure imbibée du sang de son mari; mais elle répond qu'elle a horreur de ce mariage, seulement parce que Oppiniacus a trois fils:

*illa autem non admiratur audaciam, non impudentiam aspernatur, non denique illam Oppiniaci domum, uiri sui sanguine redundantem, reformidabat, sed quod haberet tres ille filios, idcirco se ab his nuptiis abhorrire respondit* (Cicero, *Pro Cluentio*, 9).

Mais Oppiniacus n'est pas un homme qui se serait arrêté devant un tel obstacle. Dans un bref délai, deux de ses fils meurent d'une mort inexplicable et le mariage de Sassia et d'Oppiniacus est célébré.

Il faut remarquer que le cas rapporté par Cicéron ne peut être considéré comme une chose entièrement exceptionnelle et inhabituelle. Ce n'est qu'une des manifestations les plus éclatantes de la décomposition des rapports familiaux des notables, des riches propriétaires d'esclaves qui apparaît à la fin de la République. En 180 avant notre ère, le consul Pison fut tué par sa propre femme et, en 154, deux anciens consuls furent empoisonnés de la même façon. Dans son *Histoire* (VIII, 18), Tite Live écrit qu'en l'an 329 avant notre ère, 170 Romaines, pour la plupart patriciennes, ont empoisonné leurs maris:

*Quum primores ciuitatis similibus morbis, eodemque ferme omne euentu, morerentur, ancilla quaedam ad Q. Fabium Maximum aedilem curulem, indicaturam se causam publicae pestis, professa est, si ab eo fides sibi data esset, haud futurum noxae indicium. Fabius confessim rem ad consules, consules ad senatum referunt: consensuque ordinis fides indicii data. Tum patefactum, muliebri fraude ciuitatem premi, matronasque ea uenenata coquere; et, si sequi extemplo uelint, manifesto deprehendi posse.*

*Secuti indicem, et coquentes quasdam medicamenta, et recondita alia, inuenerunt. Quibus in forum delatis, et ad uiginti matronis, apud quas deprehensa erant, per uia-torem accitis, duae ex iis, Cornelia ac Sergia, patriciae utraque gentis, quum ea medicamenta salubria esse contulerent, ab confutante indice bibere iussae, ut se falsum commentam arguerent; spatio ad colloquendum sumpto, quum summoto populo, in conspectu omnium rem ad ceteras intulissent, haud abnuentibus et illi bibere, epoto medicamento, suamet ipsae fraude omnes interierunt. Comprehensae exemplo earum comites magnum numerum matronarum indicauerunt: ex quibus ad centum septuaginta damnatae.*

Il n'est pas étonnant que dans cette situation, les divorces pour cause d'adultére aient été des faits ordinaires. L. Lucullus divorça deux fois en 74 avant notre ère et, les deux fois, pour cause d'adultére. C'est à la même époque qu'ont eu lieu les divorces des célèbres romains: M. Lucullus, P. Lentulus, M. Lepidus, Pompée, Caton etc. qui ont été prononcés pour les mêmes causes<sup>1</sup>.

La corruption des mœurs fut telle que les écrivains de l'antiquité montrent comme des exceptions les épouses vertueuses, comme Cornélia, la mère des Gracques, l'épouse du triumvir Lépidus, qui, s'appelait également Cornélia, l'épouse d'Antoine, Octavia, ainsi que Porcia, femme de Brutus, Marcia, fille de Caton, Agrippine, épouse de Germanicus<sup>2</sup>.

3. Il est indubitable que le fait que dans la classe dominante de Rome les mariages étaient conclus et dissous uniquement par intérêt, ait grandement contribué à cette corruption des mœurs<sup>3</sup>. Le choix de la future épouse était ordinairement fait non par le jeune romain, mais par son *pater familias*. Les conditions décisives qui dictaient alors l'une ou l'autre combinaison étaient la dot de la future épouse, l'importance politique de la famille à laquelle elle appartenait. Le mariage d'un sénateur était un acte politique important et il n'était autorisé que sous certaines conditions politiques<sup>4</sup>.

Pour illustrer le caractère de ces mariages conclus par les représentants des grands propriétaires d'esclaves de Rome, il suffit d'en donner quelques exemples. Ainsi, en l'an 38 avant notre ère, Gaius Iulius Caesar Octavianus, le plus jeune des membres du triumvirat qui gouvernait l'état romain, le futur empereur Auguste, divorce d'avec sa femme Scribonia et se remarie avec la jeune Livie, âgée de dix-neuf ans, qui, au moment de la célébration du mariage, est en état de grossesse avancée de son premier mari Tiberius Claudius Nero. Ce dernier non seulement consent à divorcer d'avec sa femme enceinte pour la céder à son rival, mais il assiste en personne à la cérémonie du mariage d'Octave et de Livie et donne à celle-ci une dot à l'occasion de son nouveau mariage. Vingt et quelques années plus tard, ce même Octave ordonne à Tibère (le futur empereur), fils de Livie de son premier mariage avec Tiberius Claudius Nero, de divorcer d'avec sa jeune femme, la belle et vertueuse Vipsania, et de se remarier avec Julie, fille d'Octave de son premier mariage avec Scribonia<sup>5</sup>.

Mais laissons de côté la famille impériale. La vie de la classe des propriétaires d'esclaves enrichis nous donne de nombreux exemples d'après lesquels on peut

<sup>1</sup> V. Marquardt, *ouv. c.*, p. 82.

<sup>2</sup> V. Marquardt, *ouv. c.*, p. 76 rem. 5.

<sup>3</sup> V. Maškin, *Принципы Азгурии*, Moscou-Leningrad, 1949, p. 418.

<sup>4</sup> V. Ferrero, *Les femmes des Césars*, tr. Lenoir, Paris, 1930, p. 14 et suiv.

<sup>5</sup> V. Ferrero, *ibidem*, p. 37-38 et 64-65.

voir qu'ils avaient la même conception du mariage. A l'âge de soixante ans, Cicéron divorce d'avec son épouse irréprochable Terentia et se remarie avec Publilia, alors âgée de dix-sept ans, dont la richesse lui était nécessaire pour sa carrière politique et pour le paiement de ses dettes. Pour cause de son divorce avec Terentia, Cicéron donne comme prétexte plausible le fait que Terentia avait quitté sa maison pendant son absence. Il faut dire que de tels prétextes ridicules de divorce n'étaient pas une exception. Ainsi nous voyons Servius Sulpicius Galba se séparer de sa femme parce qu'il l'avait vue se promener dans la rue la tête découverte; Publius Sempronius Sophus divorça lui-aussi parce que sa femme était allée au spectacle sans qu'il le sût.<sup>1</sup>

Plutarque nous informe que Paul Emile chassa sa femme Paneria, mère de Scipion, après une longue vie conjugale, sans donner les raisons de son acte. Dans une de ses poésies, Martial s'exclame: « Dans trente jours, Telesilla se marie avec son dixième époux; ce n'est pas un mariage, c'est un adultère légal: *adultera lege est*<sup>2</sup> ».

La remarque que fait Sénèque, concernant les divorces, est pleinement fondée. Y a-t-il encore, se demande cet auteur, une femme qui rougisse d'un divorce, après que certaines femmes nobles des plus grandes familles comptent leurs années non pas d'après les consuls, mais d'après le nombre de leurs maris, elles divorcent pour se marier, elles se marient pour divorcer :

*Numquid iam ulla repudio erubescit, postquam illustres quaedam ac nobiles feminae non consulum numero sed maritorum annos suos computant, et exequunt matrimoniis causa, nubunt repudii?* (Sénèque, *De benef.*, III, 16, 2).

En ce qui concerne le mariage des riches romains, maîtres d'esclaves, on pourrait répéter les paroles qu'a prononcées Lucretius Vespillo dans son célèbre discours:

*Rara sunt tam diuturna matrimonia, finita morte, non diuortio interrupta...*<sup>3</sup>

4. Il est clair que dans cet état de choses, devenu de plus en plus alarmant, les dirigeants de la classe dominante ont dû prendre des mesures législatives sévères pour sauver la famille esclavagiste. D'autre part, il est clair que ces mesures législatives n'ont pu avoir qu'une importance relative. Jamais la superstructure ne peut sauver la base, quand cette dernière est ébranlée par ses propres contradictions internes.

L'esclavage, qui est apparu comme une étape progressive du développement de la société humaine et qui a remplacé le régime de la communauté primitive, devient peu à peu une entrave au développement des forces productrices de la société.

La décomposition de la famille à l'époque de l'esclavage romain fut une manifestation inévitable de la corruption de toute la société romaine de cette époque. Comme la décomposition de la société esclavagiste elle-même, la décomposition de la famille romaine sous ce régime fut une étape naturelle et inévitable de son développement.

Mais les choses apparaissaient autrement aux Romains, maîtres d'esclaves. Ils n'ont pas pu comprendre que l'état lamentable de leurs mariages était un des symptômes éclatants du commencement de la crise de l'esclavage romain; « ... Il faut toujours faire une différence — écrit Marx — entre le renversement des condi-

<sup>1</sup> V. Bonfante, *CORSO DI DIRITTO ROMANO*, vol. I, Roma, 1925, p. 253—254.

<sup>2</sup> V. Bonfante, *ouv. c.*, p. 254.

<sup>3</sup> Q. L. Vespillo du discours funèbre de Turia, I, 27, cité d'après Marquardt, *ouv. c.*, p. 85, rem. 5.

tions économiques de la production, qu'on peut établir avec la précision des sciences naturelles, et les mœurs politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, en un mot, les formes idéologiques par lesquelles les hommes prennent connaissance de ce conflit et le résolvent par la lutte »<sup>1</sup>.

Pour les Romains, maîtres d'esclaves, l'échec dans le domaine du mariage ne représentait rien de plus qu'une raison ordinaire de prendre des mesures législatives, ayant pour but de remédier au mal.

Et ceci est parfaitement naturel. C'est justement la tâche de la superstructure et, plus particulièrement, la tâche de son secteur juridique.

La tâche qui s'était posée devant le législateur romain fut de trouver des moyens juridiques pour consolider le mariage ébranlé des propriétaires d'esclaves et, en tout premier lieu, de trouver des moyens convenables pour remédier au mal dans les cas les plus graves, c'est-à-dire dans la matière des divorces. Ici, nous ne pouvons nous occuper que de ces derniers, la législation entière d'Auguste en ce qui concerne l'assainissement des mœurs ne faisant pas l'objet de nos recherches.

## II

5. D'après un fragment d'Ulprien pris dans son premier livre sur l'adultére, la *lex Iulia de adulteriis coercendis*<sup>2</sup> a interdit l'adultére par ces mots: *ne quis posthac stuprum adulterium facito sciens dolo malo*. Ulprien se sert de ce texte pour expliquer qu'avec cette interdiction on incrimine également les actes des complices:

*D. 48, 5, 13 — Ulpianus libro primo de adulteriis —*

*Haec uerba legis « ne quis posthac stuprum adulterium facito sciens dolo malo » et ad eum, qui suasit, et ad eum, qui stuprum uel adulterium intulit, pertinent.*

Mais ce texte tire toute sa valeur des éclaircissements qu'il nous donne quant au contenu de la *lex Iulia* pour l'établissement du crime, en montrant que ce crime ne peut être commis qu'avec prémeditation.

En outre, le texte de *D. 48, 5, 14, 7 in fine*, se prononce également dans ce sens:

*ceterum quae uim patitur, non est in ea causa, ut adulterii uel stupri damnetur.*

Il est vrai que ce texte a subi des modifications importantes apportées par les compilateurs<sup>3</sup>. Mais la phrase citée ci-dessus est d'origine classique<sup>4</sup>.

La définition légale de la notion d'*adulterium* n'y est pas donnée, non plus qu'ailleurs. Il semble que le législateur n'ait pas jugé nécessaire de donner une telle définition, parce que dans la vie, cette notion n'éveille aucun doute.

C'est précisément pourquoi, dans le titre 16 du livre 50, où est donnée l'explication d'une série de notions employées dans le Digeste, on n'explique pas la notion d'*adulterium*, mais la différence entre *adulterium* et *stuprum*:

*D. 50, 16, 101, pr. — Modestinus libro nono differentiarum —*

<sup>1</sup> Marx, *Sur la critique de l'économie politique* (en langue bulgare), Sofia, ed. P.C.B., 1949, p. 9.

<sup>2</sup> Concernant le délit d'adultére v. Esmein, *Le délit d'adultére à Rome et la loi Iulia de adulteriis*, dans *Mélanges d'histoire du droit et de critique, droit romain*, Paris, 1886, p. 70—171.

<sup>3</sup> Concernant les interpolations de ce texte v. *Index Interpolationum*, III, col. 530.

<sup>4</sup> Cf. sur ce point l'argumentation de Solazzi, *In tema di divorzio*, dans *Bulletino dell'Istituto di diritto romano*, 34, p. 303, rem. I.

*Inter « stuprum » et « adulterium » hoc interesse quidam putant, quod adulterium in nuptiam, stuprum in uidiuam committitur. sed lex Iulia de adulteriis hoc uero indifferenter uitur.*

Le texte de *D.48,5,6,1* est écrit également dans le même sens.

Mais si la *lex Iulia* ne s'est pas souciée de donner une définition légale de la notion d'*adulterium*, on y trouve des indications sans équivoque ordonnant la poursuite et la condamnation de la femme ayant commis le crime d'adultère ainsi que la poursuite et la responsabilité de l'homme pour l'adultère, en tant que complice de l'adultère commis par une femme mariée (voir *D.48,5,13* cité plus haut). Mais, selon le texte de la loi, l'homme, vu sa qualité de mari, n'est pas responsable de l'infidélité qu'il pourrait commettre envers sa propre femme. Cette règle est formulée catégoriquement dans *C.9,9,1*, mais elle ressort aussi de l'ensemble du contenu de *D.48,5*.

*C.9,9,1* énonce :

*Publico iudicio non habere mulieres adulterii accusationem, quamuis de matrimonio suo uiolato queri uelint, lex Iulia declarat, quae, cum masculis iure mariti facultatem accusandi detulisset, non idem feminis priuilegium detulit.*

La sanction pénale pour *adulterium* n'est pas indiquée non plus sous le titre *Ad legem Iuliam de adulteriis coercendis* (*D.48,5*), qui règle tout ce qui concerne l'adultère. Cette omission n'est pas le fait du hasard. Dans le droit de Justinien, et peut-être déjà après l'époque classique, c'est la peine de mort qui était prévue pour l'adultère.

D'après les *Institutions* de Justinien (*Inst.*, IV,18,4), *Item lex Iulia de adulteriis coercendis, . . . temeratores alienarum nupliarum gladio punit . . .*

Dans ce sens sont aussi les deux constitutions incluses dans le *Code Justinianus*, l'une d'Alexandre Sévère (*C.9,9,9*) datant de l'année 224, l'autre de Dioclétien et de Maximien (*C.9,9,29*), de l'année 326.

Mais, bien qu'elle soit indiquée comme édictée par la *lex Iulia*, la peine de mort n'est pas la sanction établie par Auguste; elle ne fut pas appliquée par le droit romain classique<sup>1</sup>.

Les *Sentences* de Paul indiquent que la *lex Iulia* a établi une autre sanction, à savoir: l'exil et la confiscation des biens, et cette sanction, et non celle qui est relatée par les *Institutions* de Justinien, est appuyée par toute une série de textes du *Digeste*.

Le texte de Pauli *Sententiae*, II,26,14, déclare catégoriquement:

*Adulterii conuictas mulieres dimidia parte dolis et tertia parte bonorum ac relegatione in insulam placuit coerceri, adulteris uero uiris pari in insulam relegatione dimidiad bonorum partem auferri, dummodo in diuersas insulas relegentur.*

Il est clair que seules les sanctions établies par les *Sentences* de Paul peuvent être en accord avec celles des textes du *Digeste* qui parlent de l'interdiction de se remarier pour la femme condamnée pour adultère et de l'interdiction à tous les condamnés pour adultère de témoigner et de téster.

Ainsi, d'après *D.48,5,30,1* — *adulterii damnatam si quis duxerit uxorem, ea lege teneri* — si quelqu'un prend pour femme une condamnée pour adultère, il en répondra d'après cette loi (d'après *lex Iulia*).

<sup>1</sup> V. Esmein, *ouv. c.*, p. 110 et suiv.

C'est dans le même sens que *D.25,7,1,2* explique que, d'après la loi *Iulia*, celui qui prend pour concubine une femme condamnée pour adultère n'encourt aucune responsabilité, bien qu'il cût été responsable s'il l'avait prise pour femme:

*Qui autem damnatam adulterii in concubinatu habuit, non puto lege Iulia de adulteris teneri, quamuis, si uxorem eam duxisset, teneretur.*

*D.22,5,14* interdit catégoriquement aux condamnés pour adultère de témoigner:

*Scio quidem tractatum esse, an ad testamentum faciendum adhiberi possit adulterii damnatus: et sane iuste testimonii officio ei interdicetur.*

Et le texte de *D.34,9,13* établit que celui qui est condamné pour adultère ne peut témoigner:

*Maeuius in adulterio Semproniae damnatus eandem Semproniam non damnatam duxit uxorem: qui moriens heredem eam reliquit. quaero, an iustum matrimonium fuerit et an mulier ad hereditatem admittatur, respondi neque tale matrimonium stare neque hereditatis lucrum ad mulierem pertinere, sed quod relictum est ad [fiscum] peruenire.*

Dans ce texte, Lenel (*Palingenesis*, 368) pense que seul le terme *fiscum* est interpolé et il le remplace par le mot *populum*. Quant au caractère classique du texte même, il ne peut y avoir de doute.

Tous les textes cités ci-dessus n'ont de sens que si l'on admet que la sanction prévue par la *lex Iulia* n'était pas la peine de mort. De plus, il ne faut pas oublier que les sanctions établies par *leges iudiciorum publicorum* ne pouvaient être atténuées par le tribunal qui les appliquait. Et la *lex Iulia de adulteriis coercendis* était précisément une loi de cette catégorie. Par conséquent, il ne pouvait être question au temps d'Auguste, et même dans le droit classique, d'atténuation de la sanction établie par cette loi. Cette atténuation n'est devenue possible qu'après l'introduction des *cognitiones extraordinariae*<sup>1</sup>.

Ainsi, quand *C.9,9,9* énonce: « *qui autem adulterii damnatam, si quocumque modo poenam capitalem euaserit, sciens duxit uxorem* », cette constitution a en vue un état de choses permettant l'adoucissement de la peine capitale par le tribunal qui l'a prononcée. Nous savons qu'il en était ainsi pendant l'époque de la procédure extraordinaire, par conséquent après la période du droit classique. Il faut en conclure que le texte de *C.9,9,9*, a été interpolé et que la solution qu'il donne est post-classique<sup>2</sup>.

La sanction pour l'adultère établie par la *lex Iulia* est donc la suivante:

a) pour la femme — l'exil dans une île, la confiscation de la moitié de sa dot et d'un tiers de ses biens;

b) pour les complices de l'adultère, pour les hommes — l'exil dans une île et la confiscation de la moitié de leurs biens.

6. En instituant comme sanction pour l'adultère l'exil et la confiscation des biens, la *lex Iulia de adulteriis* a conservé, bien qu'en le transformant d'une manière sensible, le *ius occidendi* du droit antique — c'est-à-dire le droit de l'époux et du père de tuer l'épouse coupable d'adultère et son complice.

Les changements qui ont été effectués dans ce domaine sont très caractéristiques et méritent toute notre attention.

<sup>1</sup> Pour cette question, v. Esmein, *ouv. c.*, p. 112.

<sup>2</sup> Cette conclusion est renforcée par le fait que Dion Cassius, parlant de la peine de mort que l'empereur Caracalla imposa à certains coupables d'adultère, remarque que ceci est contraire à la loi (Dion Cassius, 77, 16, cité d'après Esmein).

D'après le droit antique, le mari ayant trouvé sa femme en flagrant délit d'adultère pouvait la tuer sans encourir aucune peine:

*In adulterio uxorem tuam si deprehendisses sine iudicio impune necares* (Aulus Gellius, *Noctes Atticae*, 10,23,5).

Si la femme coupable d'adultère n'avait pas été prise en flagrant délit, il fallait convoquer un conseil de famille, et c'est précisément ce dernier qui avait le pouvoir d'imposer la peine capitale à l'accusée. Dans le mariage avec *manus*, ce tribunal de famille était convoqué par le mari et, dans le mariage sans *manus*, par le père<sup>1</sup>.

La *lex Iulia de adulteriis* changea cet état de choses. Le tribunal de famille fut supprimé. Il ne pouvait plus exister après que l'adultère eût été reconnu comme crime public. Le *ius occidendi* n'est maintenu qu'en cas de flagrant délit d'adultère. Mais ce droit est accordé, non à l'époux, mais au père (*D.48,5,21* et *D.48,5,22*):

*D.48,5,21 — Papinianus libro primo de adulteriis :*

*Patri datur ius occidendi adulterum cum filia quam in potestate habet : itaque nemo alius ex patribus idem iure faciet : sed nec filius familias pater.*

*D.48,5,22 — Ulpianus libro primo de adulteriis :*

*(sic euueniet ut nec pater nec avus possint occidere) nec immerito : in sua enim potestate non uidetur habere, qui non est suae potestatis.*

Par conséquent, le *ius occidendi* est confié au père de la femme adultère, qui a de plus la qualité de *pater familias* par rapport à elle. Si le *pater familias* de la femme adultère n'est pas son propre père, ni le père, ni le *pater familias* n'auront le droit d'exercer le *ius occidendi*. Il résulte donc du texte cité que si la femme adultère a été mariée avec *manus*, le père n'a déjà plus le *ius occidendi*. Une solution inverse à cette question est cependant donnée dans la *Mosaicarum et Romanarum legum collatio*. D'après ce recueil, le père dispose encore du *ius occidendi* par rapport à sa fille, quand cette dernière a contracté un mariage *cum manu* et n'est déjà plus, pour cette raison, sous son pouvoir.

D'après *Coll. IV,2,3*, le père exerce le *ius occidendi*:

*in filia sua, quam in potestate habet, aut in ea, quae eo auctore, cum in potestate esset, uiro in manu conuenerit . . .*

La solution de *Coll. IV,2,3* peut être en accord avec le texte de *D.48,5,21,22* en admettant que le *ius occidendi* ne peut être donné qu'au père de la femme adultère qui est son *pater familias* ou qui, avant qu'elle ne contracte mariage *cum manu*, avait eu cette qualité. Au contraire, le *ius occidendi* n'est pas accordé quand le *pater familias* de la femme adultère n'est pas son propre père, mais son grand-père, son arrière-grand-père, son oncle etc.

Naturellement, le fait d'accorder le *ius occidendi* seulement au père de la femme adultère n'est pas accidentel. Le législateur a pensé — avec raison — que l'amour paternel déjouerait tout abus de ce droit (dans ce sens *D.48,5,23,4*). Mais, pour reconnaître le *ius occidendi*, la loi ne s'est pas contentée seulement du lien de paternité, mais a exigé aussi la présence effective de la *patria potestas*. Le *ius occidendi* est un reflet du pouvoir illimité que possédait le chef de famille dans l'antiquité. Ainsi, seul le père qui a également la *patria potestas* peut exercer ce droit. La loi place au même niveau que le père véritable, le père adoptif — *nec in ea lege naturalis ab adoptiuo patre separatur* (*D.48,5,23* pr.).

<sup>1</sup> V. pour cette question Esmein, *ouv. c.*, p. 75—77 et les autres auteurs qui y sont cités. V. aussi M. Kaser, *Das römische Privatrecht*, I. Abschnitt, München, 1955, p. 52.

La *lex Iulia* ne donne pas au mari le droit de tuer son épouse adultère et le complice de celle-ci: *patri non marito mulierem et omnem adulterum remissum est occidere* — c'est au père et non à l'époux qu'est confié le soin de supprimer la femme et tous ceux qui ont commis un adultère (*D. 48,5,23,4*). C'est seulement dans des cas exceptionnels qu'est donné à l'époux trompé le droit de tuer le complice de l'adultère (et non sa femme).

*D. 48,5,25, pr. — Macer libro primo publicorum:*

*Marito quoque adulterum uxoris suae occidere permittitur, sed non quemlibet, ut patri: nam hac lege cauetur, ut liceat uiro deprehensum domi suae (non etiam socii) in adulterio uxoris occidere eum, qui leno fuerit quive artem ludicram ante fecerit in scaenam saltandi cantandiue causa prodierit iudicione publico damnatus neque in integrum restitutus erit, quive libertus eius mariti uxorius, patris matris, filii filiae utrius eorum fuerit (nec interest, proprius cuius eorum an cum alio communis fuerit) quive seruus erit.*

C'est dans le même sens qu'est écrit le texte de *Pauli Sent.*, I,26,4, qui emploie quant au caractère de l'adultère, l'expression *qui corpore quaestum faciunt*.

Le caractère classique des exceptions prévues par le texte saute aux yeux, à première lecture.

Les raisons fondamentales pour lesquelles le législateur n'a pas accordé le *ius occidendi* au mari trompé sont claires par elles-mêmes. Elles sont d'ailleurs soulignées dans l'un des fragments des passages étudiés. Le législateur est dans le droit chemin quand il estime que le mari trompé est mauvais juge (*v. D. 48,5,23,4 in fine*). Malgré cela, le législateur qui enlève sans conditions et dans tous les cas le *ius occidendi* en ce qui concerne l'épouse adultère, qui enlève en général ce droit par rapport à l'amant, accorde le *ius occidendi* quand le complice de l'adultère est un homme appartenant aux classes exploitées. En vérité, seule une haine de classe, se manifestant ouvertement et sans aucun masque peut placer sur un même banc le *libertinus* et l'esclave avec le condamné, le criminel non réhabilité et l'entre-metteur !

Naturellement, à l'époque d'Auguste, le *ius occidendi* est une chose révolue. Se rendre justice par soi-même était un moyen de défendre la violation des droits, qui était depuis longtemps totalement périmé. Si le législateur, pour défendre la morale de la famille esclavagiste, a trouvé à propos de permettre un anachronisme tel que le *ius occidendi*, il n'a pu le faire qu'avec des prémisses rigoureusement déterminées<sup>1</sup>.

La première exigence que la loi pose pour reconnaître le *ius occidendi* est que la femme adultère et son amant soient trouvés en flagrant délit par la personne à laquelle ce droit est accordé:

*Quod ait lex « in filia adulterum deprehenderit » non otiosum uidetur: uoluit enim ita demum hanc potestatem patri competere, si in ipsa turpitudine filiam de adulterio deprehendat* (*D. 48,5,24, pr.*, à comparer avec la formule du passage cité plus haut *D. 48,5,25, pr.*).

En second lieu, il est nécessaire que l'adultère soit surpris au domicile du père ou de l'époux:

<sup>1</sup> Il doit être clair que la peine de mort infligée à la femme adultère et à son complice dans les cas où la loi en permet l'application est toujours considérée comme l'exercice d'un droit. V. Esmein, *ouv. c.*, p. 91.

... non ubicumque deprehenderit pater, permittitur ei occidere, sed domi sua generie (D. 48,5,24,2).

Quand, par exception, on permet au mari de tuer l'amant, il ne peut le faire que s'il l'a trouvé dans son propre logis, et non dans la demeure de son beau-père (v. D. 48,5,25, pr. cité plus haut).

Enfin, pour le père, on pose encore une exigence. Il doit tuer en même temps l'amant et sa fille: *uno ictu et uno impetu utrumque occidere* — il doit les tuer tous les deux d'un seul coup et dans un même transport de colère (D. 48,5,24,4)<sup>1</sup>.

7. En ce qui concerne les sujets du crime d'adultère, il faut noter que c'est l'épouse infidèle qui est en tout premier lieu sujet de ce crime. D'après la *lex Iulia*, tombe sous le coup de la loi toute épouse adultère, aussi bien celle qui a contracté un mariage légal *iure ciuili* que celle qui a contracté un mariage légal *iure gentium*.

D.48,5,14,1 s'exprime comme suit:

*Plane siue iusta uxor fuit siue iniusta, accusationem instituere uir poterit: nam et Sextus Caecilius ait, haec lex ad omnia matrimonia pertinet...*

Même une femme légère, après avoir contracté mariage, est responsable de l'adultère qu'elle a commis. C'est dans ce sens que se prononce D.48,5,14,2:

*Sed et in ea uxore potest maritus adulterium uindicare, quae uolgaris fuerit, quamuis, si uidua esset, impune in ea stuprum committeretur.*

Cependant, celles qui, après leur mariage, ont continué à être serveuses d'auberges et à servir les buveurs ne portent pas la responsabilité de l'adultère par suite de la nature du métier qu'elles exercent. D'après les conceptions du législateur romain, la mauvaise vie de ces femmes les rendait indignes de respecter les lois (C.9,9,28).

Seule l'épouse est sujet du crime d'adultère; la concubine, qui n'a pas les droits de l'épouse, ne porte pas les responsabilités de celle-ci, elle n'est pas responsable d'adultère. Mais la concubine ancienne esclave, libérée par celui avec lequel elle vit en concubinage, est aussi responsable d'adultère:

*Si uxor non fuerit in adulterio, concubina tamen fuit, iure quidem mariti accusare eam non poterit, quae uxor non fuit, iure tamen extranei accusationem instituere non prohibebitur, si modo ea sit quae in concubinatum se dando matronae nomen non amisit ut puta quae patroni concubina fuit.*

Etant donné que dans le droit romain — droit d'une société esclavagiste — le mariage ne peut exister qu'entre personnes libres, la liaison entre esclaves n'est pas élevée au titre de mariage. C'est pourquoi la *lex Iulia* ne s'applique pas à l'adultère touchant la cohabitation (*contubernium*) des esclaves:

<sup>1</sup> Beseler — v. Index III, col. 532 — admet que D. 48, 5, 24, 2 et D. 48, 5, 24, 4 ont été interpolés. Cependant, il faut remarquer que les solutions qu'ils donnent sont reproduites également dans *Collatio*, IV, 2, 3 et dans *Pauli Sent.*, II, 26, 1: *Coll.*, IV, 2, 3 — *Secundo uero capite permittit patri, si in filia sua, quam in potestate habet, aut in ea, quae eo auctore, cum in potestate esset, uirio in manum conuenerit, adulterum domi sua generie sui deprehenderit, isue in eam rem sacerum adhibuerit, ut is pater eum adulterum sine fraude occidat, ita ut filiam in continentem occidat.* *Pauli Sent.*, II, 26, 1 — *Capite secundo legis Iuliae de adulteriis permittitur patri tam adoptiuo quam naturali adulterum cum filia cuiuscumque dignitatis domi sua uel generi sui deprehensum sua manu occidere.*

La pleine concordance de ces textes avec D. 48, 5, 24, 2; 4 et le fait que *ius occidendi* provient du plus ancien pouvoir du *pater familias* rendent tout à fait invraisemblable la thèse suivant laquelle les solutions données dans le fragment étudié d'Ulpien peuvent être de l'époque post-classique ou du droit de Justinien.

D.48,5,6,pr. — *Inter liberas tantum personas adulterium stuprumue passas lex Iulia locum habet.*

Mais la *lex Iulia*, qui ne protège la cohabitation de l'esclave contre aucune atteinte, ne libère pas ce dernier de sa responsabilité quand il est complice de l'adultère d'une femme libre. Bien plus ! On accorde au mari trompé qui, par principe, n'a le droit de tuer ni sa femme adultère, ni son amant, le droit de tuer impunément l'esclave complice d'adultère. D'une part, aucune défense, d'autre part, la plus grande responsabilité ! Avec des mesures complémentaires réciproques qui ont trouvé place dans D.48,5,25 pr. et dans D.48,5,6, pr. la loi Iulia nous montre clairement son caractère de classe et l'orientation des buts visés par cette classe.

Le deuxième sujet du crime d'adultère est le complice d'adultère, l'amant de la femme infidèle. Pour engendrer sa responsabilité, il n'importe pas que l'amant soit libre ou esclave. L'esclave, comme nous l'avons déjà vu, porte une responsabilité plus lourde que l'homme libre.

La responsabilité de l'esclave pour le crime d'adultère est établie catégoriquement par le texte de D.48,2,5:

*Seruos quoque adulterii posse accusari nulla dubitatio est.*

Même ceux qui n'ont pas 25 ans révolus peuvent être sujets du crime établi par la *lex Iulia*. C'est dans ce sens que s'exprime le 37<sup>e</sup> fragment du titre étudié. Dans sa première partie, qui nous intéresse, ce fragment est d'origine classique<sup>1</sup>. Sa première partie énonce sans équivoque: *Si minor annis adulterium commiserit, lege Iulia tenetur* (D.45,5,37).

8. La *lex Iulia de adulteriis coercendis* ne punit pas seulement la femme adultère et son amant. Cette loi impose également des sanctions pénales au mari de la femme adultère qui supporte l'adultère flagrant de sa femme ou qui reçoit une gratification quelconque en rapport avec l'adultère. Il est caractéristique que dans tous ces cas la loi traite le mari comme un entremetteur (*leno*):

*Lenocinii quidem crimen lege Iulia de adulteriis praescriptum est, cum sit in eum maritum poena statuta, qui de adulterio uxoris suae quid ceperit, item in eum, qui in adulterio deprehensam retinuerit* (D.48,5,2,2).

Les différents cas de ce crime sont délimités dans un autre fragment d'Ulprien, fragment pris dans le commentaire d'Ulprien sur la *lex Iulia* (D.48,5,30).

Là Ulprien traite avant tout de la responsabilité du mari qui a trouvé sa femme en flagrant délit d'adultère:

*Mariti lenocinium lex coercuit, qui deprehensam uxorem in adulterio retinuit adulterumque dimisit: debuit enim uxori quoque irasci, quae matrimonium eius violauit...* (D.48,5,30,pr.)<sup>2</sup>.

Donc, dans le premier cas de *lenocinium* prévu par la *lex Iulia*, nous trouvons les éléments suivants:

<sup>1</sup> V. *Index Interpr.*, III, col. 533.

<sup>2</sup> Seul Bonfante a émis des doutes concernant l'origine classique de ce texte (*Corso*, I, p. 28). Cependant, il faut remarquer que pour cet auteur l'interpolation du texte ne provient que de la présence du mot *adumbrare*, qui lui paraissait douteux. Mais, en s'appuyant sur cette base, on ne peut considérer comme douteux que le texte de la deuxième phrase de *principium* et non le *principium* en entier. Il est du reste possible que Bonfante ait précisément voulu dire cela; mais, sa pensée n'est pas exprimée d'une façon très claire, parce qu'il touche la question de l'interpolation de D. 48, 5, 30 pr. — étrangère à son exposé — rien que par une phrase intercalée.

en premier lieu, il est nécessaire que l'époux ait trouvé sa femme en flagrant délit d'adultère<sup>1</sup> ;

en second lieu, il est indispensable que l'époux, au lieu de chasser sa femme et de retenir l'amant — pour qu'il puisse trouver des témoins du crime — agisse de façon contraire: libérer l'amant et retenir sa femme, c'est-à-dire sauvegarder le mariage.

Le deuxième cas de *lenocinium* est donné dans le deuxième paragraphe du même fragment:

*Plectitur et qui pretium pro comperto stupro acceperit: nec interest utrum maritus sit qui acceperit an alius quilibet: quicumque enim ob conscientiam stupri accepit aliquid, poena erit plectendus* (D.48,5,30,2).

D'après ce texte, le mari doit être aussi condamné pour *lenocinium* quand il a reçu une gratification en rapport avec un adultère de sa femme dont il a eu connaissance — évidemment pour le cacher et pour ne pas chercher de responsabilité. Il faut faire attention au fait que, d'après le texte de la *lex Iulia* cité, non seulement le mari est sujet de *lenocinium*, mais aussi toute personne ayant reçu quelque gratification dans un cas semblable.

L'élargissement du cercle de ceux qui répondent de *lenocinium* dans le cas donné provient du fait que tout citoyen romain pouvait se présenter comme accusateur d'un crime établi par la *lex Iulia*<sup>2</sup>. Avec une telle procédure établie, tout citoyen romain pouvait tirer profit de cette possibilité que lui donnait la loi de poursuivre l'adultère et le *lenocinium* et c'est pourquoi le législateur établit la responsabilité de toute personne qui reçoit quelque gratification en rapport avec la découverte d'un acte d'adultère.

Enfin, la *lex Iulia* condamne l'époux qui a reçu une gratification pour laisser sa femme commettre l'adultère. Ce cas qui, d'après nos conceptions actuelles, est le plus typique de proxénétisme accompli par un mari, est indiqué en troisième place dans le fragment d'Ulprien étudié ici:

*Qui quaestum ex adulterio uxoris suae fecerit, [plectitur]: [nec enim mediocriter deliquit, qui lenocinium in uxore exercuit]. Quaestum autem ex adulterio uxoris facere uidetur, qui quid accepit, ... ut uxorem pateretur adulterari [meretricio quodam genere]* (D.48,5,30,3;4).

Il est vrai que les paragraphes 3 et 4 du fragment étudié ont été considérablement retravaillés par la commission de Trébonien. L'expression introduite *nec enim mediocriter deliquit...* est une addition faite par la commission. L'absence d'une liaison logique et convaincante entre cette phrase et le reste du texte apparaît nettement quand on relit attentivement ce fragment. Il en est de même des termes *meretricio quodam genere* qui s'accordent mal avec le verbe *adulterare*, qu'ils devraient expliquer. Enfin le verbe *plectitur* qui ne dit rien, ni de la qualification, ni de la sanction appliquée au délit examiné, suscite également des doutes<sup>3</sup>.

Mais, bien que le texte soit interpolé, il est difficile de douter que la solution qu'il nous donne ne soit pas classique. Nous pouvons à peine admettre que la *lex Iulia* laisserait ce cas typique de proxénétisme impuni, si nous avons en vue que les cas moins scandaleux et par conséquent moins dangereux pour la famille

<sup>1</sup> La deuxième phrase de D. 48, 5, 30, pr. énonce qu'en l'absence d'un flagrant délit d'adultère, il n'y a pas de responsabilité de l'époux: *Tunc autem puniendus est maritus, cum excusare ignorantiam suam non potest uel adumbrare patientiam praetextu incredibilitatis.*

<sup>2</sup> V. pour cette question le paragr. suivant.

<sup>3</sup> V. *Index. Interp.* III, col. 532, Lenel, *Palingenesia* 1971, Volterra, Riv. ital., 5 (1930), p.128.

esclavagiste, visés au paragraphe 2 et dans le *principium* du fragment d'Ulpien, ont été liés à de rigoureuses sanctions pénales.

Donc, nous pouvons admettre comme établi que la *lex Iulia* punit aussi bien le mari qui n'a pas chassé sa femme adultère prise en flagrant délit d'adultère, que le mari qui a reçu quelque gratification pour tolérer ou pour cacher un adultère de son épouse. Dans tous ces cas, on doit appliquer la même peine qui est prévue par la loi pour le crime de l'amant complice de l'épouse infidèle. Sur ce point, le texte de *D.48,5,9,pr.* est sans équivoque:

*Qui domum suam, ut stuprum adulteriumue cum aliena matre familias uel cum masculo fieret, sciens praebuerit uel quaestum ex adulterio uxoris suae fecerit: cuiuscumque sit condicioris, quasi adulter punitur.*

Les sanctions imposées par la *lex Iulia* ne sont pas moins rigoureuses en ce qui concerne les tierces personnes qui ont aidé, suscité un adultère, ou qui en ont profité pour en tirer un avantage matériel.

Au début de ce chapitre, on a fait remarquer que la *lex Iulia* punissait également les personnes qui provoquent sciemment l'adultère, ainsi que celles qui le facilitent par leurs conseils:

*Haec uerba legis « ne quis posthac stuprum adulterium facito sciens dolo malo » et ad eum, qui suasit, et ad eum, qui stuprum uel adulterium intulit, pertinent (D. 48,5,13).*

En même temps que les instigateurs et les aides, la *lex Iulia* punit aussi toute tierce personne qui reçoit une gratification en rapport avec l'adultère accompli:

*Quicumque enim ob conscientiam stupri accepit aliquid, poena erit plectendus.*

Enfin, la *lex Iulia* établit des sanctions pénales pour un cas spécifique de complicité d'adultère. Elle punit celui qui prête sciemment son domicile pour qu'un adultère soit commis. Le texte, établissant cette complicité, a déjà été cité:

*Qui domum suam, ut stuprum adulteriumue cum aliena matre familias... fieret, sciens praebuerit... quasi adulter punitur.*

Il est caractéristique que pour établir cette complicité, il n'est pas nécessaire que la personne inculpée ait reçu quelque gratification pour le service rendu. Il suffit qu'elle ait cédé son domicile pour la perpétration de l'adultère.

D'ailleurs, la pratique est allée encore plus loin et a admis comme complice toute personne cédant son domicile aux amants rien que pour leur donner la possibilité de se rencontrer et de s'entendre sur l'accomplissement de leur crime à un autre endroit (*D.48,5,10,2*):

*Sed etsi in domum aliquam soliti fuerint conuenire ad tractandum de adulterio, etsi eo loco nihil fuerit admissum, uerumtamen uidetur is domum suam, ut stuprum adulteriumue committeretur, praebuisse, quia sine colloquio illo adulterium non committeretur.*

9. En traitant de crimes l'adultère et le proxénétisme, le législateur romain a eu soin de créer une procédure spéciale qui, d'après lui, a pu assurer la meilleure et la plus efficace application des répressions pénales.

Dans ce but, le législateur confère au mari et au *pater familias* la qualité d'accuseurs de la femme adultère. Dans un délai de deux mois à compter du divorce faisant suite à l'adultère, le mari et le *pater familias* de la femme adultère sont les seules personnes qui puissent porter une accusation contre la coupable d'adultère:

*Marito primum uel patri eam filiam, quam in potestate habet, intra dies sexaginta diuortii accusare permititur nec ulli alii intra id tempus agendi potestas datur (D.48,5,15,2).*

Mais si, dans le courant du délai bimestriel établi par la loi, ni le mari, ni le père ne prennent l'initiative de l'accusation contre la femme adultère, la loi donne à toute tierce personne la possibilité de formuler une accusation contre l'infidèle dans le courant d'un délai de quatre mois à partir de la fin du premier:

*Extraneis autem [qui accusare possunt] accusandi facultas post maritum et patrem conceditur: nam post sexaginta dies quatuor menses extraneis dantur, et ipsi utiles (D.48,5,4,1).*

Une des prémisses indispensables pour porter une accusation contre une épouse adultère est la cessation du mariage atteint par l'adultère. Cette exigence est catégoriquement indiquée concernant l'accusation donnée par une tierce personne — *extraneus*:

*Constante matrimonio ab iis, qui extra maritum ad accusationem admittuntur, accusari mulier adulterii non potest (D.48,5,27,pr.).*

Mais la même exigence existe quant à l'accusation élevée par l'époux ou par le père, étant donné que, par rapport à eux, le délai bimestriel accordé pour formuler l'accusation est compté à partir du jour où a été prononcé le divorce. Quant à l'époux, les choses sont claires par elles-mêmes. Il est impossible à un époux, formulant une accusation contre sa femme pour adultère de maintenir les liens du mariage avec elle. Mais, on doit admettre la même chose quant au père, étant donné que le législateur ne fait aucune réserve sur ce point.

Seulement, pour ne pas déjouer de cette manière la réalisation de la responsabilité pénale par suite de la conduite de l'époux trompé, la loi donne la possibilité à des tierces personnes de formuler une accusation pour *lenocinium* contre le mari qui refuse de divorcer d'avec sa femme adultère. Après que le mari est condamné pour proxénétisme, la tierce personne peut formuler une accusation contre l'épouse adultère, bien que le mariage ne soit pas dissous.

Le fragment d'Ulprien cité plus haut (D.48,5,27,pr.), après avoir établi le règlement disant que tant que dure le mariage, une tierce personne ne peut accuser l'épouse adultère, apporte une restriction *nisi prius lenocinii maritum accusauerit* (excepté si le mari n'a pas été accusé préalablement de *lenocinium*). Par conséquent, après une procédure couronnée de succès pour *lenocinium*, une tierce personne peut formuler une accusation contre l'épouse adultère, bien que son mariage ne soit pas dissous.

La procédure contre l'amant de la femme adultère a lieu suivant des règles analogues. Et ici aussi l'époux et le père dans un délai bimestriel passent avant tous les autres pour formuler l'accusation (C.9,9,6,pr.). Quant à l'amant, on doit tenir compte de la circonstance restrictive pour l'adultère, à savoir: qu'une accusation pour adultère ne peut être donnée tant que le mariage de la femme adultère n'est pas dissous:

*... durante eo matrimonio, in quo adulterium dicitur esse commissum, non posse mulierem ream adulterii fieri: sed nec adulterum interim accusari posse (D.48,5,12,10).*

Mais, à la différence de la femme adultère, l'amant peut être poursuivi pénalement non seulement au cours des six mois suivant le divorce pour adultère, mais au cours de cinq années entières après consommation de l'adultère. Ce délai de cinq ans est maintenu quant à l'époux accusé de *lenocinium* et par rapport à ses complices:

*Hoc quinquennium obseruari legislator uoluit, si reo uel reae stuprum adulterium uel lenocinium obiciatur (D.48,5,30,6).*

Quant à l'accusation de *lenocinium*, elle n'éveille aucun doute. Ici le principe de l'accusation publique est entièrement maintenu. Aucun droit privilégié n'est accordé à qui que ce soit. Le principe est entièrement sauvegardé d'après lequel tout citoyen romain peut formuler une accusation contre une personne qui supporte le flagrant délit d'adultère de son épouse, ou qui reçoit une gratification à propos d'un adultère accompli ou imminent.

10. Après l'étude des prescriptions essentielles de la *lex Iulia de adulteriis*, il n'est pas difficile de comprendre la voie choisie par Auguste et par ses collaborateurs dans leur lutte contre la corruption des mœurs et la décomposition de la famille esclavagiste, ainsi que les causes qui l'ont imposée.

La décadence de l'institution du mariage dans les familles romaines apparaît bien plus clairement dans les sanctions prévues par la loi *Iulia* que dans les satires les plus aiguës de Juvénal et des autres auteurs satyriques. Le mal était si grand que le législateur a eu recours aux sanctions les plus sévères.

Tout ce qui apparaissait comme une cause de corruption de la famille romaine était châtié sévèrement. Dans l'application des sanctions pénales et en liaison avec elles furent également introduites des restrictions concernant le divorce.

Naturellement, dans l'application des sanctions pénales prévues par la loi, le législateur n'a pas pu dépasser l'horizon borné des conceptions esclavagistes concernant la morale et la justice. L'adultère de la femme et la complicité d'adultère furent considérés comme un crime, mais, l'adultère du mari n'était pas sanctionné. Le caractère de classe et la nature de classe de la loi *Iulia* apparaissent dans une série d'autres dispositions de cette loi, comme celles qui concernent l'assassinat de l'amant-esclave ou affranchi ainsi que l'impunité de l'adultère chez les esclaves etc.

En somme, la *lex Iulia de adulteriis* en tant qu'élément du secteur juridique de la superstructure de la société esclavagiste romaine a servi fidèlement les intérêts de la classe esclavagiste. Jusqu'à quel point elle a pu servir efficacement ces intérêts est une autre question. Les données que nous trouvons dans le *Digeste* même et dans le *Code de Justinien* nous montrent que le but vers lequel tendait le législateur — l'assainissement de la famille esclavagiste romaine — n'a pas été atteint. L'*adulterium* et le *lenocinium* n'ont été ni supprimés ni restreints. Par la suite, une série de constitutions impériales d'après le droit classique durent revenir sur cette question et régler de nouvelles hypothèses et de nouveaux problèmes en rapport avec l'*adulterium* et le *lenocinium*. Et comme le processus de décomposition de la famille esclavagiste se développait de plus en plus, on est arrivé jusqu'à changer la sanction même. Dans la codification de Justinien, l'adultère était puni de mort.

En somme, les dispositions établies par la loi *Iulia* n'ont pu ni sauver, ni assainir le mariage dans la classe esclavagiste romaine<sup>1</sup>, parce que ce mariage reposait sur des calculs d'argent et de politique, sur l'inégalité légale des sexes, sur la permission accordée légalement aux hommes de vivre en concubinage etc. etc.

<sup>1</sup> *Contra* : J. Ellul, *Histoire des institutions*, Paris, 1955, p. 438.